

révoltes

26 novembre 2007

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**POUR L'ABROGATION PURE ET SIMPLE DE LA LOI PÉCRESSE,
IL FAUT IMPOSER QUE L'UNEF SOIT AU SERVICE DES ÉTUDIANTS
ET NON DU GOUVERNEMENT.**

Le 25 novembre, la coordination nationale des étudiants réunie à Lille a réaffirmé la revendication formulée par les Assemblées Générales: « **abrogation de la LRU** », En précisant : « **La LRU n'est ni amendable ni négociable** ». Les étudiants et la coordination ont raison, il n'y a rien à négocier !

La coordination nationale s'est également adressée à l'UNEF : « **Nous demandons au bureau national de l'Unef de prendre clairement position pour l'abrogation de la loi Pécresse, et de cesser toute négociation jusqu'au retrait de cette loi** ». La coordination a raison ! Aucun étudiant ne peut accepter qu'une organisation syndicale qui prétend représenter les étudiants puisse faire le contraire de ce que décident les Assemblées générales. Aucun étudiant ne peut accepter que cette organisation puisse être utilisée par Sarkozy contre la mobilisation des étudiants.

Après la coordination de Lille, les médias contrôlés par Sarkozy valorisent les déclarations de Bruno Julliard et de l'actuelle « direction » de l'Unef, qui veulent échapper au contrôle des AG, refusent le mot d'ordre d'abrogation et veulent négocier avec le gouvernement. Pourtant, faut-il rappeler que si la LRU a pu être votée, c'est parce que la direction de l'Unef, en juin-juillet, a négocié avec le gouvernement ? Et faut-il préciser que les négociations proposées par Thibault ont conduit à disloquer la grève des cheminots ?

Les médias à la botte du gouvernement prétendent que l'Unef aurait « rompu » avec la coordination. Mais l'Unef, ce n'est pas Bruno Julliard ; ce n'est pas son actuelle direction (qui est drivée par la droite du PS).

L'Unef, c'est au contraire l'organisation qui combattit contre la guerre d'Algérie

C'est l'organisation qui, en 1986, combattit pour le retrait pur et simple de la loi Devaquet, appela à la grève générale et permit le retrait de la loi Devaquet-Chirac.

C'est l'organisation qui appela au retrait pur et simple du CPE et refusa de le négocier, contribuant à son retrait et à la défaite de Chirac.

Or, cet été, en négociant la LRU avec Sarkozy, Julliard a contribué à son adoption. **L'Unef a donc des comptes à rendre à tous les étudiants !** Qu'elle exige: « Abrogation de la loi Pécresse ! Aucune négociation ! ». C'est une nécessité dans le combat contre Sarkozy.

Il en est de même des autres syndicats, en particulier ceux des personnels, enseignants et chercheurs. Ainsi, le SNESUP se prononce pour l'abrogation de la loi. La FSU, Le Snes, etc ...doivent se prononcer dans le même sens. Et tous (Snesup inclus) doivent cesser de demander à négocier ce texte :

La responsabilité des syndicats (d'étudiants, d'enseignants, de chercheurs) est de défendre les revendications formulées par les étudiants, par les personnels:

ABROGATION DE LA LOI PÉCRESSE ! AUCUNE NÉGOCIATION !

À l'heure où les provocations et les violences physiques se multiplient contre les étudiants, des présidents d'universités faisant appel aux CRS ou au gros bras de l'UNI, **les syndicats étudiants et enseignants** (dont la FSU, le SNESUP, le SNES...) **doivent appeler à la GRÈVE GÉNÉRALE de L'UNIVERSITÉ !**

Suppl au n°12 - Prenez contact avec Révoltes. B.P. 6028 - 69411 LYON Cedex 6 - imp.spé n1.S.S.N. 1291-4290- Email : revoltes@ml.free.fr

Consultez le site Révoltes : revoltes-presse.fr